



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 29 janvier 2025

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 20 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Bath Fournitures

Lieu-dit « La Nozillière »
86100 Senillé-Saint-Sauveur

Références : 2025 67 UbD16-86 Env86

Code AIOT : 0007201729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 novembre 2024 dans l'établissement Bath Fournitures implanté lieu-dit « La Nozillière » 86100 Senillé-Saint-Sauveur. L'inspection a été annoncée le 30 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bath Fournitures
- Lieu-dit « La Nozillière » 86100 Senillé-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0007201729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Bath Fournitures est une filiale du groupe Allibert dont le siège social est à Voiron (38). Le site de Senillé-Saint-Sauveur, qui emploie environ 65 personnes, fabrique des meubles de salle de bains. Il comporte un atelier d'usinage de panneaux d'agglomérés revêtus qui comporte des machines de travail du bois pour les opérations de découpes et d'usinage. Les produits finis sont, soit conditionnés pour les meubles pré-montés (atelier kit meubles sésame), soit montés à l'atelier montage pour 3 niveaux de gamme (moyenne gamme, contremarque CEDEO et meubles avec miroir). Les ateliers de travail du bois comportent des aspirations renvoyées vers des unités de filtration de l'air avec silos de poussières et de sciures, ainsi qu'une chaudière biomasse.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mise en place d'événements sur le silo	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Conformité des installations électriques	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Désenfumage	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.9	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois
7	Pollution de l'air	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 10.1	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois
8	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 11.4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Classement des installations	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 1
2	Éloignement des tiers	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 3.1
5	Mise en place de protections contre la foudre	Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.8
9	Propreté des installations	Arrêté ministériel du 2 septembre 2014, articles 7 et 22

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en conformité de ses installations.

Au vu des travaux réalisés et des moyens nécessaires à leur poursuite, il est proposé de ne pas procéder à la liquidation de l'astreinte, dont le montant s'élève à 186 350 €.

Toutefois afin que l'exploitant mette en place les actions correctives nécessaires, il est proposé de prendre à son encontre une nouvelle mise en demeure assortie d'une amende de 10 k€.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Le site est classé pour les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 167 (élimination de déchets industriels) : autorisation ;• 2410 (travail du bois) : autorisation pour 1 000 kW ;• 1530 (dépôt de bois) : déclaration pour 3 000 m³ ;• 2662 (stockage de polymères) : déclaration pour 150 m³ ;• 2920 (installations de réfrigération) : déclaration pour 127 kW ;• 2925 (charge d'accumulateur) : déclaration pour 11 kW ;• 2940-2 (application, cuisson, séchage de vernis, peinture...) : déclaration pour 26 kg/j.
Constats : Au vu des différentes évolutions réglementaire, il est proposé d'actualiser le classement des installations par arrêté préfectoral complémentaire : <ul style="list-style-type: none">• <u>Élimination de déchets industriels :</u> Le site dispose d'une chaudière biomasse afin de chauffer les locaux avec les sciures de bois issues de l'activité. La capacité de stockage n'étant pas suffisante, l'exploitant s'est doté d'un aérotherme afin de faire fonctionner la chaudière sans chauffer les locaux sur la période estivale (2 mois dans l'année). Il a été rappelé à l'exploitant que cette pratique consistait à incinérer des déchets. Cependant l'exploitant indique ne pas avoir la possibilité d'augmenter ses capacités de stockages, et ne pas avoir identifié d'autres exutoires pour les sciures. Une partie du bois ayant fait l'objet d'un traitement et étant susceptible de contenir des composés organiques volatils ou des métaux lourds, ces installations ne peuvent être classées sous la rubrique 2910-B (combustion en vue d'utiliser la chaleur produite) et relèvent de la rubrique 2771 (traitement thermique de déchets non dangereux). Cette rubrique est notamment encadrée par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.• <u>Travail du bois :</u> Depuis la parution du décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014, l'activité relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2410.• <u>Dépôt de bois :</u> Depuis la parution du décret n° 2010-367 du 13 avril 2010, le stockage de bois ne relève plus de la rubrique 1530 (relative aux stockages de papiers) mais de la rubrique 1532. L'activité relève du régime de la déclaration pour cette dernière.• <u>Installations de réfrigération :</u> La rubrique a été supprimée par l'annexe I du décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018.• <u>Charge d'accumulateurs :</u> Le décret n° 2006-646 du 31 mai 2006 a relevé le seuil de la déclaration de 10 à 50 kW. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW, l'activité n'est pas classée au titre de cette rubrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera part de ces observations sur le projet d'arrêté préfectoral joint sous 15 jours. L'exploitant produira sous 2 mois un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Éloignement des tiers

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : <i>« Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si elles sont séparées des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. »</i>
Constats : Certains locaux sont à 8 mètres des tiers alors qu'il est prévu 15 m sans protection ou 10 mètres avec mur coupe-feu 2 heures (REI 120). Il est ainsi noté que la distance d'éloignement de 15 m prescrite par l'article 3.1 de l'arrêté du 24 avril 2000 susmentionné n'est pas respectée : <ul style="list-style-type: none">• au nord du site, pour les parcelles AR0229, AR0246 (habitations) et AR0307 (champ) ;• à l'est du site, pour la parcelle AR0277 (habitation) ;• à l'ouest du site, pour les parcelles AR0159, AR0210 et AR0212 (champs) ;• au nord-ouest du site, pour la parcelle AR0444 (habitation). Toutefois, les prescriptions applicables à l'installation diffèrent de celles opposables au niveau national : <ul style="list-style-type: none">• l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 prévoit que <i>« l'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété »</i> ;• l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration prévoit que <i>« l'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement »</i>. Par courrier du 11 décembre 2019, l'exploitant transmettait à l'inspection des installations classées une quantification des flux thermiques consécutifs à la modélisation de scénarios d'incendie, réalisée par la société Dekra Industrial SAS et datée du 18 janvier 2016. Le rapport conclut à une absence d'effets sortant du site pour les deux scénarios étudiés, à savoir un incendie du stockage des panneaux de bois ainsi qu'un incendie du bâtiment de stockage des produits semi-finis et autres matières combustibles. Sur le plan transmis, il est noté que seules les parcelles AR0159, AR0210, AR0212 et AR0277 sont en partie à moins de 10 m des installations. L'habitation la plus proche se situe au sud-est du site, à 23 m des bâtiments. Au vu de l'étude de flux thermiques présentée par l'exploitant, et de l'absence d'effet sortant et d'effet domino en cas d'incendie, et considérant que seules sont concernées par le non-respect des distances d'éloignement des parties de terrains non habitées, il est proposé d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral afin de prendre en compte l'existant, et de permettre de déroger à la prescription d'éloignement pour les parties du site ne la respectant pas. Cette adaptation de l'arrêté préfectoral est accompagnée de nouvelles prescriptions intégrant les hypothèses prises dans l'étude de flux thermiques, afin de garantir la pérennité de celles-ci pour conserver une situation du site ne présentant pas d'effets, en cas d'incendie, susceptibles d'atteindre les tiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera part de ces observations sur le projet d'arrêté préfectoral joint sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en place d'événements sur le silo

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : <i>« Les locaux classés en zone de dangers d'explosion, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion [...] »</i> <u>Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 :</u> <i>« Dans un délai n'excédant pas 3 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via [...] le calcul du dimensionnement des événements, et la mise en conformité du silo béton, conformément à l'article 8.5 [...] »</i> <u>Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 3 :</u> <i>« Selon le phasage suivant jusqu'à satisfaction des points suivants de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : mise en conformité du silo béton, conformément aux dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• étude justifiant les dispositions à mettre en œuvre : 50 euros par jour calendaire à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'à la mise en conformité ;</i><i>• mise en œuvre des travaux correspondant : 100 euros par jour calendaire à compter du 1^{er} septembre 2023 et jusqu'à la mise en conformité [...] »</i>
Constats : Pour mémoire, l'exploitant avait transmis : <ul style="list-style-type: none">le rapport « calcul surface d'événement selon la norme NF EN 14461:2012 » établi par Bureau Véritas le 24 février 2021, concluant à la nécessité de compléter la surface éventable du silo béton ;le devis n°0422014 du 21 avril 2022 établi par l'EURL Sébastien Védier pour la réalisation d'un « événement d'explosion silo ». Par courrier du 7 novembre 2022, l'exploitant s'était engagé à mettre en conformité le silo en août 2024, sur la base du devis réalisé susmentionné. Les travaux prévus n'ayant toutefois pas été jugés suffisants par l'exploitant, un nouveau devis a été réalisé en juillet 2024 pour le remplacement du silo existant. Le montant conséquent (500 k€ – Cattinair) oblige l'exploitant à rechercher une solution intermédiaire permettant de mettre en sécurité l'équipement existant. Le non-respect de l'arrêté d'astreinte du 25 janvier 2022 rend l'exploitant redevable d'un montant de 44 600 € (100 €/j du 1 ^{er} septembre 2023 au 20 novembre 2024, soit 446 jours). En outre, le jour de l'inspection, les abords du silo apparaissent très empoussiérés. Il est constaté que les tuyauteries présentent plusieurs colmatages, dont certains fuyards. L'exploitant indique avoir connu une avarie en début de semaine et qu'un nettoyage sera prochainement réalisé. Aucun registre ne permet de suivre les avaries et opérations de réparation/nettoyage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour action immédiate : Un nettoyage régulier des installations devra être mis en place. Un registre doit être créé pour consigner toute opération de nettoyage, défaillance, maintenance... L'exploitant devra procéder à la mise en conformité du silo sous 12 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : « Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension. [...] » Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 : « [...] Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via la remise en conformité des installations et matériels électriques, conformément à l'article 8.6 [...] » Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 2-I : « À compter du 1 ^{er} septembre 2022 et jusqu'à satisfaction du point suivant de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : mise en conformité des installations électriques, conformément aux dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé : 50 euros par jour calendaire »
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les travaux sur les installations électriques ont été finalisés en janvier 2023. Le rapport de vérification des installations électrique a été transmis par courriel du 29 novembre 2024. Celui-ci fait état de 15 observations, dont seules 2 sont nouvelles, et dont 8 sont indiqués comme soldées par l'exploitant sur le document. Sur les 7 restantes, 4 sont prévues sur janvier 2025, 2 sur mars-avril et une nécessite une étude préalable (protéger les circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie à l'aide d'un dispositif différentiel 300 mA (empileur/depileur) au niveau de l'atelier usinage). Le non-respect de l'arrêté d'astreinte du 25 janvier 2022 rend l'exploitant redevable d'un montant de 40 550 € (50 €/j du 1 ^{er} septembre 2022 au 20 novembre 2024, soit 811 jours).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra finaliser la levée des non-conformités relatives aux installations électriques sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Mise en place de protections contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : <i>« L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions conformes aux normes applicables en la matière. »</i> <u>Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 :</u> <i>« [...] Dans un délai n'excédant pas 12 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via [...] la mise en conformité des installations de protection contre la foudre, conformément à l'article 8.8 [...] »</i> <u>Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 2-II :</u> <i>« À compter du 1^{er} septembre 2023 et jusqu'à satisfaction des points suivants de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : [...] mise en conformité des installations de protection contre la foudre, conformément aux dispositions de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé : 50 euros par jour calendaire. »</i>
Constats : L'installation des paratonnerres était prévue pour début 2023. Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de ceux-ci sur l'installation. L'analyse du risque foudre (ARF) et l'étude technique foudre (ETF) ont été mises à jour le 8 octobre 2024. L'exploitant a transmis par courriel du 29 novembre 2024 le dossier des ouvrages exécutés établi par France Paratonnerre et daté du 4 octobre 2024. Celui-ci fait état de l'installation de 5 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) et de 5 prises de terre foudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les ARF et ETF dans leur dernière version sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : « Les locaux à risques d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 2 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées [...] » Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 : « [...] Dans un délai n'excédant pas 12 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via [...] la mise en conformité des parties hautes des locaux à risque d'incendie pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie, conformément à l'article 8.9 [...] » Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 3 : « Selon le phasage suivant jusqu'à satisfaction des points suivants de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : [...] mise en conformité des toitures des bâtiments pour l'évacuation des fumées, conformément aux dispositions de l'article 8.9 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• mise en place de cantons et exutoires sur les parties les plus à risque d'incendie de l'établissement, qui ne peuvent correspondre à moins de 30 % de la surface des toitures à mettre en conformité : 100 euros par jour calendaire à compter du 1er septembre 2023 et jusqu'à la mise en conformité ;• mise en place de cantons et exutoires sur les autres parties à risque d'incendie de l'établissement : 100 euros par jour calendaire à compter du 1er septembre 2024 et jusqu'à la mise en conformité [...] »
Constats : La réalisation de cantonnements a été finalisée en 2024. Concernant les systèmes de désenfumage, l'exploitant indique que les travaux n'ont pu être finalisés. Suite à l'inspection, ont été transmis par mail du 29 novembre 2014 : <ul style="list-style-type: none">• le plan de cantonnement ;• le plan des exutoires, faisant apparaître qu'environ 50 % des locaux sont à ce jour équipés de tels dispositifs. Le non-respect de l'arrêté d'astreinte du 25 janvier 2022 rend l'exploitant redevable d'un montant de 8 000 € (100 €/j du 1 ^{er} septembre 2024 au 20 novembre 2024, soit 80 jours).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra poursuivre la mise en place des systèmes d'évacuation de fumées et finaliser celle-ci sous 24 mois. Le plan des exutoires devra de plus être complété afin de faire apparaître la surface des dispositifs ainsi que la surface au sol des bâtiments, permettant ainsi de justifier de la couverture de 2 % susmentionnée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 mois

N° 7 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : « Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...] »
Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 : « [...] Dans un délai n'excédant pas 12 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via [...] la mise en place de moyens de détection et de prévention sur les systèmes d'aspiration, conformément à l'article 10.1. »
Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 2-II : « À compter du 1 ^{er} septembre 2023 et jusqu'à satisfaction des points suivants de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : mise en place des moyens de détection et de prévention nécessaires sur les systèmes d'aspiration, conformément aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé : 150 euros par jour calendaire jusqu'à la mise en conformité [...] »
Constats : La mise en conformité des systèmes d'aspiration était prévue pour le premier semestre 2023. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que la solution retenue (détecteurs d'étincelles et clapets anti-retour – Grecon) a été partagée avec l'assureur. Ce dernier a indiqué que la solution identifiée n'apparaissait pas adaptée, sans indiquer de motifs ni fournir de solution alternative. L'exploitant indique que faute d'élément complémentaire de la part de son assureur, celle-ci sera prochainement mise en place. Le non-respect de l'arrêté d'astreinte du 25 janvier 2022 rend l'exploitant redevable d'un montant de 66 900 € (150 €/j du 1er septembre 2023 au 20 novembre 2024, soit 446 jours).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place les moyens de détection et de prévention nécessaires sur les systèmes d'aspiration sous 24 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 mois

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26 avril 2000, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : « [...] Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur [...] » Arrêté de mise en demeure n° 2020-DCPPAT/BE-265 en date du 18 septembre 2020 – art. 2 : « Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé via [...] la mise en place d'un confinement des eaux d'extinction, conformément à l'article 11.4 [...] » Arrêté d'astreinte n° 2022-DCPPAT/BE-009 en date du 25 janvier 2022 – art. 3 : « Selon le phasage suivant jusqu'à satisfaction des points suivants de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2020 susvisé : [...] mise en place de dispositions permettant de confiner les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie afin qu'ils ne puissent gagner directement le milieu récepteur conformément aux dispositions de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2000 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• étude justifiant les dispositions à mettre en œuvre : 50 euros par jour calendaire à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'à la mise en conformité ;• mise en œuvre des travaux permettant de confiner le premier flot d'eaux d'incendie, pour un volume ne pouvant pas être inférieur à 1 000 m³ : 50 euros par jour calendaire à compter du 1^{er} septembre 2023 et jusqu'à la mise en conformité ;• mise en œuvre des travaux permettant de s'assurer que le reste des eaux d'incendie, qui ne serait pas confiné sur le site, n'est pas susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement : 50 euros par jour calendaire à compter du 1^{er} septembre 2024 et jusqu'à la mise en conformité. »
Constats : La création d'un bassin de rétention représente un coût de 300 k€, que l'entreprise n'est pas en mesure d'engager. Des solutions alternatives dans l'attente de la réalisation d'un tel ouvrage sont en cours d'étude en collaboration avec le SDIS, 3 solutions ayant à ce stade été identifiées. Le non-respect de l'arrêté d'astreinte du 25 janvier 2022 rend l'exploitant redevable d'un montant de 26 300 € (50 €/j du 1 ^{er} septembre 2023 au 20 novembre 2024, soit 446 jours, et 50 €/j du 1 ^{er} septembre 2024 au 20 novembre 2024, soit 80 jours).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier de sa capacité à retenir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Un délai de 12 mois est accordé pour la mise en place d'une solution temporaire dans l'attente de la création du bassin de confinement, qui devra intervenir dans les 3 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 septembre 2014, articles 7 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. »</i> <i>« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention »</i>
Constats : Lors de l'inspection il est constaté en extérieur sur le pourtour des bâtiments la présence de : <ul style="list-style-type: none">• nombreux matériels hors d'usage, dont majoritairement des déchets métalliques et bois ;• plusieurs bidons de produits toxiques pour l'environnement, stockés à-même le sol en extérieur, sous un auvent ;• une cuve à fioul inutilisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évacue les déchets, dispose les produits liquides restant sur des dispositifs de rétentions correctement dimensionnées. Il conviendrait de démanteler et évacuer la cuve à fioul et ses équipements connexes.
Type de suites proposées : sans suites